

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Vote du Congrès sur la révision consitutionnelle

# **Déclaration de Marc DOLEZ**

- International - Europe -

Date de mise en ligne : mardi 1er mars 2005

---

**Démocratie & Socialisme**

---

Le Congrès du Parlement se réunit à Versailles ce lundi 28 février pour la révision de la Constitution Française nécessaire à l'adoption du Traité établissant une Constitution pour l'Europe.

La décision à prendre est lourde de conséquences et chaque parlementaire se doit de prendre ses responsabilités. Lorsque l'essentiel est en cause, et c'est ici le cas, on n'a pas le droit de se taire.

## **En conséquence, j'ai décidé de voter CONTRE.**

En conscience, je ne peux que dire NON à un texte qui tourne le dos aux valeurs fondamentales du Socialisme et menace gravement la République, NON à une Constitution qui réduit l'Europe à une zone de libre-échange inféodée à l'OTAN et la condamne à l'impuissance politique.

Cas unique au monde, la Constitution Européenne consacre un système économique et impose des politiques, confisquant par là-même le pouvoir des citoyens.

En affirmant la primauté des lois du marché sur toute autre considération, en plongeant les Etats et les salariés dans une concurrence effrénée, elle grave dans le marbre un ultra-libéralisme aux conséquences dévastatrices : délocalisations, libéralisation et privatisations, destruction des services publics, dumping social et fiscal, flexibilité et précarité...

C'est cette même politique de régression sociale que subissent durement les salariés de notre pays.

En ce centième anniversaire de la naissance du Parti Socialiste et fidèle à l'enseignement de Jaurès, je ne peux m'y résigner.

C'est pourquoi je refuse cette Europe libérale qui va à l'encontre de l'Europe politique et sociale, démocratique et indépendante, solidaire et humaniste qu'ont toujours voulue les Socialistes.

C'est aussi pourquoi, à mon sens, la social-démocratie européenne commet une faute historique en s'associant à un tel projet voulu par une majorité de gouvernements de droite.

Approuver le Traité Constitutionnel européen revient enfin à bloquer durablement l'avenir, puisque l'exigence de l'unanimité rend pratiquement impossible sa révision.

Cette disposition suffirait à elle seule à rejeter l'ensemble du texte car, comme l'ont si bien dit les Révolutionnaires de 1793, « un peuple a toujours le droit de revoir, de réformer et de changer sa Constitution. Une génération ne peut assujettir à ses lois les générations futures. »

Dans quelques semaines, la décision de la France appartiendra au peuple lors d'un referendum que le Président de la République entend visiblement convoquer dans la précipitation pour tenter d'éviter le débat et l'appropriation du texte par les citoyens.

Par mon vote, j'entends aussi protester contre ce véritable déni de démocratie.